



DIRECTION DE LA COMMUNICATION

15 RUE DE VAUGIRARD - 75291 PARIS CEDEX 06

Commémoration des 150 ans du Sénat

Lot n° 4 :

**MONTAGE, DÉMONTAGE, FOURNITURE DE MOBILIER
EXTÉRIEUR D'EXPOSITION, IMPRESSION ET ENTRETIEN
DE L'EXPOSITION PRÉSENTÉE DANS LE JARDIN DU
LUXEMBOURG**

D.C.E.

ACTE D'ENGAGEMENT

DECEMBRE 2024

SOMMAIRE

Pages

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 – PARTIES CONTRACTANTES	3
ARTICLE 3 – SOUS-TRAITANCE	5
ARTICLE 4 – DURÉE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 5 – PRIX	5
ARTICLE 6 – AVANCE.....	6
ARTICLE 7 – PAIEMENT	7
ANNEXE 1	10

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché porte sur la fabrication, l'impression, le montage, la livraison, l'entretien et l'enlèvement de 3 modules d'exposition dans le Jardin du Luxembourg dans le cadre des 150 ans du Sénat qui auront lieu en 2025.

Le présent marché concerne la seconde exposition, présentée dans le Jardin du Luxembourg, qui se tiendrait de début juin 2025 à mi-novembre 2025 et donnerait lieu au déploiement de 3 structures permettant aux visiteurs de suivre le « Parcours de la loi » en 3 modules :

- deux cubes en 8 faces d'exposition sur « 150 ans de Lois » ;
- un jeu de l'oie à destination des enfants permettant le comprendre comment se fabrique la loi ;
- une structure représentant un pupitre permettant aux visiteurs de faire des selfies en situation d'orateur.

ARTICLE 2 – PARTIES CONTRACTANTES

1. Acheteur public Sénat
15, rue de Vaugirard
75006 PARIS

Pouvoir adjudicateur : L'État – Sénat

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-60 du code de la commande publique :

Monsieur le Trésorier du Sénat
15, rue de Vaugirard
75006 PARIS

Ordonnateur : Monsieur le Questeur délégué ou Madame la Questeure déléguée

Comptable public assignataire des paiements : Monsieur le Trésorier du Sénat

2. Titulaire du marché

Je soussigné(e),
M., Mme (nom, prénoms et qualités) :

☐ **Agissant pour mon propre compte**

☐ **Agissant au nom et pour le compte de la société :**

Au capital de :

Ayant son siège social à : (adresse complète)

Immatriculé(e) à l'I.N.S.E.E. :

- numéro d'identité d'établissement (SIRET) :
- code d'activité économique principale (APE) :
- numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés :
-
- références d'inscription à un ordre professionnel :

☐ Agissant pour le compte de la personne publique candidate :

Ou s'il s'agit d'un groupement,

☐ Agissant en tant que mandataire habilité par l'ensemble de ses membres ayant signé la lettre de candidature, en date du

☐ du groupement solidaire

☐ du groupement conjoint avec
mandataire solidaire

Composé de :

Membre n° 1 :

Au capital de :

Ayant son siège social à : (adresse complète)

.....

Immatriculé(e) à l'I.N.S.E.E. :

- numéro d'identité d'établissement (SIRET) :

- code d'activité économique principale (APE) :

- numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés :

.....

- références d'inscription à un ordre professionnel :

Membre n° 2 :

Au capital de :

Ayant son siège social à : (adresse complète)

.....

Immatriculé(e) à l'I.N.S.E.E. :

- numéro d'identité d'établissement (SIRET) :

- code d'activité économique principale (APE) :

- numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés :

.....

- références d'inscription à un ordre professionnel :

Membre n° 3 :

Au capital de :

Ayant son siège social à : (adresse complète)

.....

Immatriculé(e) à l'I.N.S.E.E. :

- numéro d'identité d'établissement (SIRET) :

- code d'activité économique principale (APE) :

- numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés :

.....

- références d'inscription à un ordre professionnel :

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses particulières (CCP) et des documents qui y sont mentionnés,

m'ENGAGE sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations demandées aux conditions ci-après définies. L'offre ainsi présentée me lie toutefois pendant un délai de **120 jours** à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.

ARTICLE 3 – SOUS-TRAITANCE

- ☐ Pour l'exécution du marché, je n'envisage pas de recourir à un ou plusieurs sous-traitants¹.
- ☐ Pour l'exécution du marché, j'envisage de recourir à la sous-traitance pour les prestations suivantes¹ :
-

Les demandes de sous-traitance annexées au présent acte d'engagement indiquent la nature et le montant des prestations que j'envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement par le Sénat, le nom de ces sous-traitants, leurs qualifications et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance. Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque document constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement.

Chaque document constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du présent marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Je joins, en annexe I, une liste récapitulative des demandes de sous-traitance et les montants des prestations que j'envisage de sous-traiter.

ARTICLE 4 – DURÉE DU MARCHÉ

Le marché s'exécute à compter de sa notification, qui devrait intervenir, à titre prévisionnel, vers la 1^{er} mars 2025. Le marché prend fin à la désinstallation de l'exposition, soit à titre prévisionnel au 31 décembre 2025.

ARTICLE 5 – PRIX

Le prix du présent marché est libellé **en euros**.

Il est global et forfaitaire. Il s'élève à (à compléter, en chiffres et en toutes lettres) :

Prix HT :

TVA :

Prix TTC :

¹ Cocher la mention retenue.

Ce prix se traduit par la décomposition du prix global et forfaitaire ci-dessous :

Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)

	<i>Prix HT</i>	<i>Prix TTC</i>
Fabrication de deux cubes en 10 faces d'exposition sur « 150 ans de Lois » de 180 cm à 200 cm		
Impression et fixation des 10 faces		
Livraison et désinstallation des deux cubes		
Fabrication de 14 pastilles et de 2 demi-pastilles d'un jeu de l'oie		
Impression sur des supports fixés sur les 14 pastilles et les 2 demi-pastilles		
Livraison et désinstallation de 14 pastilles et de 2 demi-pastilles d'un jeu de l'oie		
Fabrication d'une structure permettant aux visiteurs de faire des selfies en situation d'orateur		
Impression sur des supports fixés de la structure permettant aux visiteurs de faire des selfies en situation d'orateur		
Livraison et désinstallation de la structure permettant aux visiteurs de faire des selfies en situation d'orateur		
Entretien de l'exposition pendant toute la période de déploiement (passage une fois par semaine)		
TOTAL		

ARTICLE 6 – AVANCE

En application des articles R. 2191-3 et suivants du code de la commande publique, une avance peut être versée, sous les conditions définies à l'article R. 2191-3 dudit code et sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Son montant est alors égal à 5 % du montant TTC initial du marché.

Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R. 2151-13 du code de la commande publique, le montant de l'avance est porté à 30 % du montant TTC du marché.

Le mandatement de l'avance intervient dans le délai d'un mois à partir de la date à laquelle le délai contractuel d'exécution a commencé à courir. Son montant ne sera ni révisé, ni actualisé.

Conformément à l'article R. 2191-11 du code de la commande publique, le remboursement de l'avance s'imputera sur le règlement définitif après service fait.

Une avance peut être versée aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés est au moins égal au seuil fixé pour le versement de l'avance. Le montant de cette avance vient alors en déduction de celle éventuellement versée au titulaire.

Le versement de cette avance, dont le montant est limité à 5 % du montant TTC des prestations sous-traitées - ou à 30%, en application de l'article R. 2191-7, si le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R. 2151-13 précité - ainsi que son remboursement, sont effectués à la diligence de l'entrepreneur titulaire principal : celui-ci en est comptable.

ARTICLE 7 – PAIEMENT

Le Sénat se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant de celles-ci au crédit du (ou des) compte(s) :

Ouvert au nom de :

Désignation du compte à créditer (**joindre un RIB précisant les codes IBAN et BIC**)

Établissement :

Adresse :

Numéro du compte :

Code BIC

Code IBAN

Le cas échéant, en cas de groupement (*donnant lieu à un paiement séparé des membres du groupement*) :

Ouvert au nom de (*deuxième membre du groupement*) :

Désignation du compte à créditer (**joindre un RIB précisant les codes IBAN et BIC**)

Établissement :

Adresse :

Numéro du compte :

Code BIC

Code IBAN

Préciser la répartition des paiements entre les membres du groupement conjoint :

Désignation des membres du groupement	Prestations exécutées par les membres du groupement	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation
.....
.....
.....

Partie à compléter obligatoirement par le candidat pour la présentation de son offre :

Fait en un seul original. À

Signature et cachet du contractant Le

Partie réservée au Sénat :

Acte d'engagement, complété le cas échéant par²

.....

Présenté par Mme Dorothée ROY, directrice de la Communication

Date d'attribution par le Conseil de Questure :

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

Pour le Conseil de Questure,
M. le Questeur délégué ou
Mme la Questeure déléguée,

Date de signature :

² Le cas échéant, énumérer et joindre en annexe les documents complétant l'offre.

ANNEXE 1

Liste des demandes d'acceptation de sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement

Le candidat remplira le formulaire DC4 qui peut être téléchargé à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>